

INTRODUCTION

L'éducation : décisions individuelles et enjeux collectifs

Mohamed Fouzi Mourji¹ et Yasser Y. Tamsamani²

Les articles présentés dans ce numéro et dont nous situons la portée dans cette introduction générale, sont le fruits d'une sélection de propositions émanant de collègues de diverses institutions et de travaux issus de mémoires de recherches préparés dans le cadre du Master d'économétrie appliquée à la modélisation des comportements économiques de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de l'Université Hassan II – Casablanca.

I- L'éducation : unanimité sur son importance mais divergence sur les réponses aux questions qu'elle soulève

La place centrale qu'occupe l'éducation au niveau des préoccupations tant des individus que des États justifie amplement que le premier numéro de la revue *RefÉco* y soit consacré. Depuis les premiers âges de l'humanité, l'apprentissage et la transmission de connaissances ont constitué le socle du progrès et des lumières auxquelles sont parvenues les civilisations.

Au niveau des individus, l'accès à l'éducation favorise leur première socialisation, leur épanouissement et plus tard conditionne la qualité de leur insertion professionnelle et sociale durant leur vie d'adulte. Beaucoup d'auteurs ont analysé l'investissement en éducation et mis en exergue la valeur individuelle actualisée du retour sur investissement (Mincer, 1958; Becker, 1975; Schultz, 1961).

Au niveau de la collectivité, l'éducation interagit fortement avec les autres facteurs qui déterminent le développement et la croissance économique à long terme (Romer, 1986; Lucas, 1988; et Mounier, 2016, pour une analyse nuancée).

Si l'unanimité est acquise sur l'importance de l'éducation, les réflexions autour des diverses questions y afférentes sont nombreuses et demeurent souvent non tranchées. Au niveau macroéconomique par exemple, la littérature ne semble pas être parvenue à déterminer le sens de la causalité entre l'éducation et la croissance économique (Benos, N. and S. Zotou, 2015 ;

¹ Professeur à l'Université Hassan II, Casablanca et coéditeur de la revue *RefÉco*

² Docteur en économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et coéditeur de la revue *RefÉco*

Stevens P. and M. Weale, 2004). Le rôle de l'éducation pour un développement qui place l'Homme au centre de son processus, conformément à la déclaration onusienne sur le droit au développement de 1986, est reconnu du point de vue de sa mission d'élévation du niveau de conscience des citoyens, cependant les modalités de sa généralisation suscitent des débats contradictoires.

En effet, le montant des dépenses à consacrer à l'éducation et leurs évolutions, la nature de son financement, le rôle dévolu au secteur privé, le contenu des programmes scolaires, l'évaluation des performances du système éducatif et la qualité des enseignements et la place de l'école en tant que structure de transmission des valeurs ou en tant qu'acteur du progrès, sont autant de questions qui donnent lieu à des choix pratiques, en perpétuelle remise en cause et donc par nature évolutifs. Les formes que prennent les politiques en matière d'éducation dans les pays cristallisent alors les débats et sont au cœur des positions politiques.

Aussi l'économie de l'éducation dans sa dimension empirique ne semble pas échapper à ce manque de consensus et les débats entre les économistes restent ardents. Les résultats et par la suite les recommandations auxquels aboutissent les travaux dans cette discipline sont souvent contingents et dépendent des conditions initiales de leur obtention : caractéristiques des échantillons retenus, méthodologies des traitements des données recueillies, période étudiée, choix des variables privilégiées, etc. (Benos, N. and S. Zotou, 2015)). Les enseignements des travaux sont également tributaires des contextes et de l'histoire longue des populations concernées et donc des systèmes de valeurs qui les ont générés et justifiés ainsi que du référentiel théorique auquel chaque auteur se rapporte.

De ce fait, déduire de cette littérature aussi bien théorique qu'empirique des recommandations tranchées et chercher à les généraliser en dehors des contextes dans lesquels elles ont été conçues et formulées, ne peut se faire sans prendre toutes les précautions nécessaires pour qu'elles ne conduisent pas à un échec des stratégies qu'elles inspirent, voire à des effets pervers.

L'incertitude inhérente aux comportements humains³ et la recherche de l'efficacité des politiques éducatives requièrent la multiplication des études et analyses spécifiques à chaque contexte, en recourant à des méthodes et données différenciées et adaptées et en mobilisant les avancées théoriques d'autres disciplines que l'économie telles que la psychologie, la sociologie..., afin de mieux intégrer la complexité de la question éducative. C'est là l'une des ambitions de ce numéro de la revue *RéfÉco* pour le cas du Maroc.

II- L'éducation : domaine d'altruisme intergénérationnel, contraint au Maroc par le cercle « vicieux » auquel il aboutit

³ Voir le rapport sur le développement dans le Monde (World Bank Group, 2015) qui revient sur la complexité des mécanismes qui régissent les réactions des individus aux mesures et incitations que comportent les politiques publiques.

Si les débats autour de l'éducation retiennent tant d'attention de la part de l'ensemble des composantes de la société, ce n'est pas uniquement parce que les réponses aux questions qu'elle soulève sont de nature contingente et sujette à un processus qui devrait aboutir à des compromis, mais également à cause de son caractère budgétivore.

En effet, les dépenses gouvernementales consacrées à l'éducation sont relativement élevées de par le monde : elles représentent une moyenne supérieure à 5% du PIB dans les pays de l'OCDE par exemple. Cette proportion est plus élevée dans les pays Nordiques et le Canada. Les pays en développement ne sont pas à la traîne et certains consacrent des portions similaires à celles que l'on peut observer dans les pays « avancés ». C'est le cas par exemple, de l'Afrique de Sud, du Brésil, du Maroc et de la Tunisie. Si l'on ajoute les dépenses privées des familles pour l'éducation et l'accompagnement de leurs enfants, l'effort collectif total que déploie une génération d'adultes en vue d'instruire et de former ses descendants s'avèrerait colossal.

Certes, avoir une population instruite et consciente est une fin en soi ; mais elle s'avère aussi une condition sine qua non pour toute extension de ses libertés réelles (au sens d'A.K. Sen) qui pourrait justifier l'altruisme intergénérationnel que reflète l'ampleur des dépenses en éducation, et notamment la partie assurée par la collectivité. Néanmoins, cet altruisme doit avoir sa propre rationalité et ses raisons plus ou moins bien justifiées selon les enchaînements qui en découlent. En outre, ces derniers devraient nous permettre de prévoir la trajectoire future qu'il pourrait emprunter.

En substance, les mécanismes qui sont en jeu et que la littérature économique met en avant pour expliquer un tel engagement des générations présentes vis-à-vis de celles qui les suivent peuvent être résumés dans trois schémas explicatifs qui relèvent du bon sens mais qui restent néanmoins hypothétiques et surtout controversés sur la plan empirique⁴. D'où l'intérêt d'un travail comme celui-ci, appliqué au cas du Maroc, qui sera en mesure d'apporter un éclairage en l'occurrence sur les controverses et de remédier aux causes des limites des stratégies adoptées qui conduisent à des espoirs déçus.

Primo, en se rapportant à la théorie de la croissance endogène, l'éducation de part les effets externes positifs qu'elle génère, assure à la productivité une trajectoire non décroissante qui, à son tour, crée les conditions d'une croissance de long terme auto-entretenu. Pour ce faire, cette théorie mobilise le concept du capital humain et l'assimile, dans l'une des variantes que peut prendre ce concept, au capital physique dont l'accumulation débouche sur des gains de productivité induits par une meilleure assimilation des nouvelles technologies et une capacité accrue à innover de la part des personnes qualifiées (Lucas, 1988; Romer P. , 1986).

Ce schéma analytique donne lieu à des relations de cause à effet formant théoriquement un cercle vertueux entre les dépenses en éducation et la création des richesses. Ainsi, les dépenses en niveau consacrées à l'éducation peuvent augmenter à l'infini tant qu'elles se soldent au bout du processus par de la croissance.

⁴ Voir A. Mounier (2016, pp. 162-168) pour une lecture critique du concept du capital humain et de son rôle dans le développement économique.

Secundo, des dépenses publiques en éducation élevées peuvent se justifier également par un idéal égalitariste (Glornm G. and B. Ravikumar, 1992; Romer P. , 2002) qui n'est pas sans lien avec les performances économiques. Moins d'inégalités préparerait les conditions d'une évolution vers un système plus productif⁵. Cependant même si elles n'aboutissent pas à cette finalité, il n'en demeure pas moins que le fait d'assurer collectivement aux enfants les mêmes chances d'apprendre et de pouvoir par la suite réussir leur propre vie, représente à lui seul un argument solide qui fait autorité.

Tertio, à l'échelle plus microéconomique de la famille, la théorie du capital humain suggère dans l'une de ses variantes, que la décision d'investissement en éducation des enfants découle d'une rationalité optimisatrice qui la fait dépendre de l'écart entre le coût à engager à court terme (y compris sa composante « coûts d'opportunité »⁶) et les gains futurs actualisés (Becker, 1975). Le raisonnement sous-jacent est très simple, voire simpliste. Il consiste à imputer d'une manière monotone des salaires plus élevés à des qualifications et compétences valorisées par le marché du travail et à relier ensuite ces dernières à des niveaux d'éducation avancés.

Si l'un de ces maillons de la chaîne est desserré, les familles se trouvent à priori moins incitées à investir dans l'éducation de leurs enfants et l'implication de l'État devient alors primordiale afin d'éviter que les deux cercles vertueux qu'enclenchent théoriquement des dépenses élevées en éducation se transforment en spirale récessive et pro-inégalitaire. Ce dernier schéma explicatif est de nature palliative contrairement au deux premiers et les dépenses dans ce cas devraient rapidement se retrouver contraintes par la soutenabilité de l'endettement public.

Étant donné que la majorité des articles de ce numéro portent sur le Maroc, se pose alors la question de savoir ce qu'il en est du comportement des dépenses publiques qui y sont consacrées à l'éducation ? et quel schéma explicatif pourrait les justifier ex-post ? Apporter des éléments de réponse à ces questions, bien qu'indirectement en mettant les conclusions des articles les unes à côtés des autres, constituera la deuxième parmi les ambitions de ce numéro de la revue *RéfÉco*.

En se rapportant aux dépenses publiques dédiées à l'éducation, le Maroc se place parmi les pays qui consacrent à l'instruction de leurs jeunes une part importante du PIB, soit 6,5%. Par exemple dans la Loi de Finances de l'année 2019, 23 % des dépenses totales des administrations publiques lui sont consacrées⁷.

⁵ Les canaux de transmission de la baisse des inégalités pour davantage de croissance sont nombreux (Atkinson, 2016; Piketty, 2013) ; pour le cas du Maroc, le mémorandum « Pour un modèle alternatif de développement du Maroc » (Tamsamani et al., 2019) élucide bien l'effet néfaste des inégalités sur la trajectoire de croissance et les mécanismes par lesquels cela transite.

⁶ Il s'agit de l'usage alternatif des moyens investis dans l'éducation et le « manque à gagner » correspondant aux revenus que génèrent des enfants qui travaillent au lieu d'être à l'école (voir l'article sur la décharge de Médiouna et ses effets sur l'éducation des enfants dans ce même numéro de la revue).

⁷ Les deux taux mentionnés incluent les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Et même si la totalité des investissements programmés dans les lois de finances n'est pas toujours réalisée, ces taux indiquent l'importance relative accordée à l'éducation par le budget de l'Etat.

On relève cependant que tous les efforts consentis par les gouvernements respectifs sur le plan de l'éducation au Maroc ne se sont pas traduits par une performance du système éducatif (cf. encadré 1). De ce fait, ils n'ont pas accéléré la dynamique de la productivité, et non plus assuré une croissance suffisante et soutenue de l'économie comme il a été observé dans les pays ayant émergé de leur sous-développement. La raison réside dans le fait que les efforts quantitatifs n'ont pas été accompagnés d'une recherche de qualité de même ampleur.

Encadré 1 Contreperformances du système éducatif et inégalités scolaires

Les diverses enquêtes qui permettent des comparaisons internationales (TIMSS, PIRLS et PISA donnent les classements respectifs du Maroc) révèlent autrement l'échec des politiques éducatives. Elles montrent que les élèves n'acquiescent pas les minima requis en connaissances, tant au niveau du primaire que du collégial et que ce soit pour le cursus global ou par domaines (littérature et capacités de compréhension ou encore en mathématiques).

Ezzrari (2019) souligne à juste titre que par exemple, le très mauvais « classement PISA » du Maroc doit être mis en regard avec son rang selon l'Indice composite de Développement Humain (IDH). On peut en effet affirmer que les indicateurs de performances en matière d'éducation et les réalités que reflète cet indice, interfèrent fortement : l'échec global du système éducatif et les inégalités qu'il comporte plombent les chances de réalisation d'un progrès social harmonieux. En effet, il montre de fortes différences de performances entre élèves inscrits dans le privé comparés à ceux du public ainsi que des disparités de résultats au niveau des territoires. Ezzrari (2020) revient sur les raisons de celles-ci en insistant sur l'inégal accès à l'offre éducative du fait de la défaillance des infrastructures notamment en milieu rural.

Les articles de ce numéro s'efforcent de traiter sous divers angles les facteurs explicatifs de ces résultats non réjouissants. En résumé, les dépenses d'éducation au Maroc, si importantes soient-elles, n'ont pas pu enclencher une dynamique vertueuse entre la croissance, la productivité et la scolarisation des enfants à cause de la qualité qu'elles n'ont pu assurer.

De même, le deuxième cercle vertueux que peuvent générer les dépenses d'éducation en lien avec la baisse des inégalités tarde à être initié au Maroc. Ces dernières sont relativement élevées et surtout persistantes dans le temps (Tamsamani et *al.* (2019)). La société est alors compartimentée et l'appareil éducatif tel qu'il fonctionne actuellement ne semble pas pousser dans le sens de son harmonisation et ne corrige pas les inégalités héritées entre les générations. C'est ce qui ressort en substance de deux articles de ce numéro de *RéfÉco*, relatifs à la mobilité sociale et aux aspirations des jeunes, conditionnées par leur contexte familial, à poursuivre des études supérieures.

Face à la réduction de l'incitation des familles à investir dans l'éducation, du fait du fort taux de chômage des diplômés et de leur déclassement sur le marché du travail (voir l'article de F. Mourji et *al.* dans ce numéro), le volume élevé des dépenses publiques peut être perçu comme un palliatif en vue d'atténuer les inégalités. Il nous apparaît que l'insuffisance des résultats observés tient au fait que les stratégies déployées pour remédier à la baisse du retour sur

investissement ne s'attaquent pas aux racines du problème. Elles devraient viser davantage la qualité de l'éducation (voir l'article de J. Bruney-Jailly dans ce numéro) et en aval à restaurer la méritocratie et à rééquilibrer les rapports de force au sein du marché du travail. Sur ce point, Tamsamani et *al.* (2019) expliquent le rôle d'une politique nationale des rémunérations et plaident pour un renouveau du syndicalisme et une moralisation des pratiques des entreprises avec un encadrement de la sous-traitance.

Aussi, tous ces efforts de la collectivité dans le domaine de l'éducation restent insuffisants face au déficit d'offre existant, notamment dans le milieu rural (Ezzrari, 2020). D'un autre côté, il serait difficile de supposer une extension de ces efforts sur le plan financier, au-delà de leur niveau actuel. La solution est que la politique publique fasse en sorte que les dépenses engagées soient plus efficaces pour enclencher des cercles vertueux tels que mentionnés plus haut. C'est à cette condition que sera assurée la pérennité du financement de l'éducation. Autrement, il faudrait faire face à la contrainte du seuil de la soutenabilité de la dette publique qui, une fois atteint, est en soi un indicateur de défaillance de la gestion des affaires publiques.

III- L'éducation en questions : aperçu du contenu des articles de ce numéro

Les articles qui composent ce premier numéro de la Revue *RéfÉco* ont l'ambition de traiter bon nombre des enjeux que soulève la question de l'éducation, sans prétendre à l'exhaustivité.

Les trois parties sont agencées de manière à donner d'abord un aperçu des logiques à la base des stratégies mises en œuvre au Maroc en matière d'éducation et à leurs impacts sur les résultats du système éducatif. L'attention est portée sur le niveau faible des élèves au primaire et sur la question de l'abandon. Ensuite, la seconde partie discute les actions palliatives déployées par les pouvoirs publics et la société civile pour remédier aux failles relevées. La dernière partie regroupe des articles qui analysent les aspirations des collégiens à poursuivre des études supérieures puis les raisons de l'échec à l'Université. L'évaluation du retour sur investissement de l'éducation est complétée par l'analyse de la qualité de l'insertion des diplômés sur le marché du travail et de la mobilité sociale. Ces points nous semblent déterminants dans la mesure où ils contribuent à expliquer certaines des réalités étudiées dans les précédentes parties : la relative faible implication des familles dans l'éducation des enfants et les limites des stratégies publiques mises en œuvre.

Ils traduisent l'idée que les problèmes sont cumulatifs, comme en cercle vicieux : au niveau global, le manque d'un meilleur investissement dans l'éducation et la faible qualité de celle-ci, induisent des insuffisances en matière d'acquis des élèves. Ces dernières conduisent à une mauvaise insertion sur le marché du travail qui discrédite à son tour aux yeux de la société le système éducatif puisqu'elle donne aux individus l'impression que l'investissement en éducation est sans intérêt du moment qu'il ne se traduit pas par des effets tangibles.

Éducation, performances et abandons : de quoi parle-t-on au juste ?

Cette première partie commence par la réflexion de J. Bruney-Jailly qui met l'accent sur la nécessité de la recherche de la qualité tout en expliquant les biais auxquels ont conduit les stratégies déployées au Maroc en matière d'éducation et dont une bonne part a été focalisée sur la recherche de la quantité. L'analyse se situe aux divers niveaux du cursus scolaire et universitaire et donne le ton à l'esprit qui prévaut dans ce numéro, en ne se contenant pas au simple diagnostic mais en développant une analyse des raisons des contreperformances pour ensuite parvenir à des recommandations susceptibles d'éclairer les décideurs sur les mesures palliatives à envisager.

L'attention de R. Ait Ben Assila et *al.* est portée dans le second article sur l'école primaire et les raisons du niveau très peu satisfaisant des résultats atteints en termes d'acquis des enfants. Les auteurs parviennent à établir la part qui revient aux caractéristiques des enfants et celle inhérente à l'école. Le troisième article préparé par I. Guire Boureima et *al.* traite la même question dans le cas du Niger mais en se focalisant sur le niveau en mathématique des enfants du primaire. Il cherche à identifier les facteurs sur lesquels il conviendrait d'agir pour améliorer leurs acquis.

Les enseignements de ces articles qui traitent du niveau de connaissance des élèves au primaire nous préparent la lecture de l'article de F. Z. Aazi et *al.* consacré à la question de la performance des enfants et au problème douloureux de l'abandon scolaire. A partir de données d'enquêtes auprès des élèves de diverses écoles à Casablanca, ainsi que d'enseignants et de directeurs, sont analysées les raisons de l'assiduité et du niveau des résultats et in fine les effets sur les risques d'abandon scolaire. Les attributs des écoles permettent aux auteurs de styliser leurs analyses dans une logique de modèles emboîtés qui mettent en interrelation les caractéristiques des élèves avec celles des établissements qu'ils fréquentent.

Le travail des enfants figure parmi les raisons de l'abandon de l'école ; il traduit le coût d'opportunité que peut représenter l'école pour une catégorie de ménages. La préférence pour le présent ajoutée à la faible confiance dans le système éducatif pour garantir un retour sur investissement accroissent la propension des ménages à faire travailler leurs enfants plutôt que de les envoyer à l'école. L'article de L. Rua et *al.* montre comment toutes choses égales par ailleurs, les enfants des ménages qui habitent à proximité de la décharge de Médiouna sont davantage conduits à être moins régulièrement présents à l'école, à avoir des résultats moins satisfaisants et à abandonner. En fait, les enfants commencent par partager leur temps entre la décharge où ils peuvent trier des produits et générer un revenu et l'école.

Difficultés du système éducatifs et efficience des actions palliatives publiques et associatives

Après les réflexions sur les raisons des contreperformances de l'appareil éducatif, la seconde partie de ce numéro est dédiée à un examen de l'une des stratégies publiques et d'un exemple d'action associative, ayant pour objectifs de remédier aux insuffisances relevées.

Ainsi le travail de M. Ikira consiste à étudier les effets différenciés du programme de *cash transferts* « Tayssir » sur la scolarisation et les indicateurs de pauvreté des enfants du milieu rural. Il contribue à nuancer l'impact de ce programme lorsqu'on stratifie la population par niveaux de pauvreté. Dans une optique similaire, J. Gazeau et *al.* questionnent la capacité de Tayssir à aller au-delà de l'assiduité des enfants ou de la réduction de leur taux d'abandon et à impacter également leurs performances et acquis. La conclusion est à nouveau nuancée : à la fin du primaire, le programme ne modifie pas les résultats scolaires des filles et ceux des garçons se détériorent.

Ces analyses et les résultats énoncés nous conduisent à réaliser que les motivations des ménages en matière d'éducation sont complexes et ne peuvent être infléchies par des transferts monétaires uniquement. Ainsi outre la nécessité de ne pas omettre de considérer la qualité de l'offre éducative, les actions doivent porter également sur les dimensions qualitatives de la demande (le suivi et l'accompagnement des élèves pour atténuer leurs difficultés, favoriser leur confiance et susciter un réel intérêt pour l'instruction). Ces conclusions sous forme d'hypothèses nous ont inspirés pour lancer une étude auprès des ménages dans le but de mieux comprendre les contours de leurs comportements face à l'école et leur investissement en éducation. Nous effectuons cette étude dans le même esprit que les questions du rapport sur le développement dans le monde (World Bank Group, 2015)⁸ qui expliquent les mécanismes de réaction des populations aux politiques publiques. Un document de travail de la revue sera consacré aux résultats de cette étude.

La question traitée dans l'article suivant de P. Avril et *al.* concerne un exemple des actions palliatives de la société civile pour rendre le système éducatif plus inclusif. Il évalue les effets d'un programme de soutien scolaire déployé par une ONG au profit d'enfants de milieux modestes à Casablanca. Les auteurs montrent qu'outre des effets sur la réussite scolaire des enfants bénéficiaires comparés à leurs homologues non bénéficiaires, les soutiens mis en place favorisent également leur épanouissement. Ce dernier est appréhendé à travers divers indicateurs dont l'ouverture et l'intérêt pour les activités extra-scolaires et surtout les aspirations des élèves qui gagnent en assurance et ouverture d'esprit.

L'éducation constitue-t-elle un ascenseur social ?

La troisième partie de ce numéro cherche à voir si l'éducation telle qu'elle fonctionne au Maroc continue de jouer son rôle d'accroissement des chances de promotion sociale des individus et de progrès de la collectivité.

A. Abbaia, comme dans sa thèse de doctorat en économie de l'éducation, s'appuie à nouveau sur les données TIMSS pour mettre en relief l'effet du contexte familial sur les aspirations des

⁸ Dans ce rapport, les auteurs montrent la complexité de la prise de décision par le cerveau humain avec les trois référentiels que sont : i) les comportements automatiques, non réfléchis, qui ne relèvent pas d'un examen raisonné des coûts et des bénéfices avant chaque décision, ii) les comportements influencés directement par les préférences et normes sociales (mimétisme) et iii) les comportements façonnés par le poids de l'Histoire.

élèves à poursuivre des études supérieures. L'intérêt de la question de son article n'est pas tant de viser à pousser tous les enfants à entreprendre des études universitaires⁹ mais de comprendre les motivations des élèves en vue d'identifier les moyens de générer une dynamique positive dans les établissements primaires. En effet, des enfants qui manifestent un intérêt pour leur avenir et l'envisagent avec espoir vont mieux réussir leurs études actuelles en termes d'acquis et surtout exercer des externalités bénéfiques sur leurs camarades.

L'article montre que la disposition au sein des ménages de matériel didactique et l'éducation des parents constituent les éléments essentiels qui insufflent aux enfants les motivations et la confiance requise pour aspirer à poursuivre des études ultérieurement.

L'article suivant de G. Bonkougou *et al.* analyse les échecs à l'université à partir de données d'enquêtes. Les antécédents scolaires des étudiants apparaissent en premier mais la pertinence du choix de la filière joue également un rôle significatif.

L'étude de G. Kabboul *et al.* aborde la question du retour sur investissement de l'éducation à travers la qualité de l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Les enseignements concluent à l'existence d'un fort déclassement ; en d'autres termes, les jeunes occupent des postes qui requièrent souvent moins de diplômes que ceux dont ils sont titulaires. Si le phénomène n'est pas propre au Maroc, les réflexions développées conduisent à nuancer le propos avec une question cruciale : faut-il souscrire à la préoccupation très répandue de « l'adéquation formation – emploi » ou bien considérer en amont la « concordance entre les diplômes et les compétences » qu'ils sont sensés signaler.

Le rôle de l'efficacité du marché du travail marocain et notamment sa capacité à reconnaître les compétences et à les valoriser n'est pas abordé de façon explicite, mais l'article qui suit, préparé par Z. Nahmed étudie l'insertion des marocains résidents à l'étranger. Son intérêt est d'interroger le fonctionnement du marché du travail des pays européens : l'asymétrie de l'information y est-elle plus réduite quand on considère l'insertion professionnelle des marocains expatriés dans ces pays ? Les traitements effectués sur une enquête exhaustive révèlent que les marocains vivants en Europe connaissent un déclassement mais cette fois il est inhérent au lieu d'obtention du diplôme. Ceux qui l'ont obtenu dans le pays d'accueil occupent des emplois davantage en adéquation avec le niveau d'éducation atteint.

L'article de I. Benayad *et al.* soulève une question similaire mais surtout complémentaire de celle du déclassement. En analysant les chances de mobilité sociale entre les générations, l'étude décompose le processus en deux étapes. D'abord quels sont les facteurs explicatifs de la mobilité scolaire ? En d'autres termes, les enfants atteignent-ils un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs parents et pourquoi ? Ensuite est-ce qu'un tel cheminement qui traduit un investissement en éducation des enfants, favorise une mobilité sociale ? Les traitements opérés conduisent à un propos qui affine les enseignements des études précédentes. Il révèle que la mobilité scolaire est inhérente à des facteurs d'offre éducative (notamment en milieu

⁹ Voir le premier article présenté plus haut à propos de l'importance de la qualité de l'enseignement qui passe aussi par un système de sélection, une fois tenté d'accorder une égalité des chances pour tous.

urbain comparé au rural) mais qu'elle assure de moins en moins les chances de la mobilité dans l'échelle sociale. Ce résultat traduit autrement le déclassement mentionné plus haut, qui touche de plus en plus les diplômés. Le relatif et tendanciel immobilisme intergénérationnel dans chaque classe sociale tiendrait donc à la moindre capacité de l'éducation à garantir une réelle ascension dans les catégories socioprofessionnelles des enfants par rapport à celles de leurs parents.

Nous osons penser que les articles qui composent ce numéro un de *RéfÉco* apportent des éclairages édifiants et complémentaires à diverses questions qui touchent l'éducation tant au niveau de l'organisation publique que de l'implication des familles. Nous ne prétendons cependant pas à l'exhaustivité, conscients de la pluralité des aspects non abordés dans cet ouvrage.

Pour intéresser et être à la portée d'un large public, nous avons veillé à ce que les articles soient rédigés dans un style simple, accessibles aux non-initiés à l'analyse économique ou aux techniques de modélisation économétrique. Mais pour les lecteurs qui souhaitent disposer d'informations sur les méthodes déployées, des encadrés ou des annexes comportent les développements y afférents. Précisons cependant que leur lecture n'est pas indispensable à la compréhension des propos tenus.

Bibliographie

- Atkinson, A. B. (2016). *Inégalités*. Paris: coll. « Économie humaine », Éditions du Seuil.
- Becker, G. (1975). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. Second Edition, in NBER Books from National Bureau of Economic Research, Inc.
- Benos, N. and S. Zotou. (2015). Education and Economic Growth: A Meta-Regression Analysis. *World Development*, 64.
- Ezzrari, A. (2019). Les performances scolaires au Maroc selon l'enquête PISA 2018. *Blog RéfEco*. Récupéré sur <http://refeco.org/les-performances-scolaires-au-maroc-selon-lenquete-pisa-2018-par-abdeljaouad-ezzrari/>
- Ezzrari, A. (2020). Scolarisation et lieu d'études : quel lien maintiennent-ils entre eux? *Blog RéfEco*. Récupéré sur <http://refeco.org/scolarisation-et-lieu-detudes-quel-lien-maintiennent-ils-entre-eux/>
- Glormm G. and B. Ravikumar. (1992). Public versus Private Investment in Human Capital Endogenous Growth and Income Inequality. *Journal of Political Economy*, 100(4).
- Lucas, R. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1).

- Mincer, J. (1958). Investment in Human Capital and Personal Income Distribution. *Journal of Political Economy*, 66(4).
- Mounier, M. (2016). *Critique de l'économie politique du développement et de la croissance : théories, idéologies et politiques*. Bréal.
- Piketty, T. (2013). *Le Capital au xxie siècle*. Collection « Les Livres du nouveau monde », Le Seuil.
- Romer, P. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94.
- Romer, P. (2002). Redistributive Consequences of Educational Reform. In *Education in the Twenty-first Century*, by E. P. Lazear.
- Schultz, T. W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*, 51(1).
- Stevens P. and M. Weale. (2004). Education and Economic Growth. (E. E. Ltd, Éd.) In *International Handbook on the Economics of Education*, edited by G. Johnes and J. Johnes.
- Tamsamani, Y. Y., J. Brunet-Jailly, A. Komat, F. Mourji. (2019). Pour un modèle alternatif de développement du Maroc. *RéfÉco Working Paper(01)*. Récupéré sur [file:///C:/Users/tamsamani/Downloads/R%C3%A9f%C3%89co-Working-Paper-n_01_2019%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/tamsamani/Downloads/R%C3%A9f%C3%89co-Working-Paper-n_01_2019%20(2).pdf)
- World Bank Group. (2015). *Mind, Society and Behavior*. World Development Report.